

**Union européenne - Allemagne -
Discours de M. Bruno Le Maire,
ministre de l'économie et des
finances, à l'occasion de l'évènement
"Journée de l'entreprise familiale
allemande"
(Berlin, 08 juin 2018)**

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président,

Madame l'Ambassadrice,

Mesdames et Messieurs,

Vous êtes des entrepreneurs allemands. Vous êtes ce que l'Allemagne représente de mieux en termes de compétitivité, de savoir-faire, de qualité des produits. Vous incarnez un capitalisme familial auquel l'Allemagne est attachée et que je souhaite également développer en France.

Désormais, vous pouvez aussi compter avec les entrepreneurs français. Et sur la France pour bâtir une économie européenne toujours plus forte et toujours plus innovante.

Car avec Emmanuel Macron, la France change. La France est de retour. Les entrepreneurs français sont de retour.

Puissance économique et volonté politique rimeront désormais avec Allemagne et avec France, au service de notre ambition européenne commune.

De ce point de vue, nous saluons les déclarations de la chancelière allemande dans le FAZ la semaine dernière. C'est un pas important et courageux dans la bonne direction. Ces déclarations montrent que nous partageons le même diagnostic sur la nécessité de réformer la zone euro pour en faire une véritable union économique et monétaire. Elles montrent également que nous partageons la volonté de créer un budget de la zone euro. Pour autant, il nous reste encore du chemin à parcourir pour construire une position commune ambitieuse et volontariste. Comme l'a dit Theodor Fontanes : "Es ist ein weiter Feld, il reste du travail".

Nous allons donc poursuivre le travail que nous avons entamé avec le vice-chancelier Olaf Scholz depuis plusieurs semaines. Dès samedi, nous reprendrons nos négociations. Je suis convaincu qu'elles nous permettront de parvenir à une feuille de route commune sur la zone euro d'ici la fin du mois.

Pourquoi ?

Tout simplement parce que la France et l'Allemagne savent que dans les circonstances actuelles, elles ont rendez-vous avec leur histoire. Ensemble, elles portent la responsabilité de notre avenir européen.

De ce point de vue, Emmanuel Macron comme Angela Merkel ont fixé un cap clair : nous ne pouvons pas continuer comme avant. Nous ne pouvons pas laisser les forces nationalistes gagner la partie en Europe. Nous ne pouvons pas laisser bafouer sur le territoire européen les valeurs démocratiques qui donnent son sens à la construction européenne. Nous ne pouvons pas abandonner le destin du monde à la Chine et aux Etats-Unis. Nous ne pouvons pas laisser piller nos technologies de pointe par des puissances étrangères.

Tous ceux qui pensent que la construction européenne est une réalisation inaltérable et définitive se trompent. Aucune construction politique ne demeure sans changer. Aucune construction politique ne survit sans mesurer pleinement la détermination de ses adversaires, extérieurs mais aussi intérieurs. Ces adversaires ont désormais un visage : le nationalisme. Ils ont des forces : les partis populistes. Ils ont une ambition : la destruction du rêve européen.

Aucune construction politique ne survit sans tenir compte des réalités politiques, économiques et stratégiques nouvelles auxquelles elle doit faire face.

Dans les domaines qui sont les miens - économie, finances et fiscalité -, ma conviction est faite : soit nous nous transformons, soit nous devenons spectateurs d'un nouvel ordre économique international. Il est temps de construire une zone euro plus forte, au service de la stabilité financière, de la prospérité, et de l'emploi.

Décidons ensemble et maintenant. Prenons notre destin en main, France et Allemagne ensemble.

Notre avenir européen se joue maintenant ou jamais.

1. C'est maintenant ou jamais pour faire de la zone euro un espace de stabilité économique et de croissance.

Depuis trente ans, la monnaie commune est la plus grande réalisation politique européenne.

Nous pouvons en être fiers.

Elle a facilité les échanges économiques. Elle a simplifié la vie quotidienne des entrepreneurs comme des citoyens. Elle a résisté à la crise financière de 2008 et ensuite à la crise de la zone euro. Elle s'est déjà renforcée : avec des nouvelles règles budgétaires, avec un suivi économique plus fort, et avec les règles de consolidation du système financier.

La zone euro est-elle pour autant définitivement achevée ?

La réponse est non. La zone euro est encore trop faible face aux risques de déstabilisation financière, trop vulnérable face aux chocs économiques, trop exposée aux divergences de compétitivité entre les Etats membres.

20 à 30 points d'écart de productivité horaire entre l'Allemagne ou la France et certains autres Etats membres, un excédent de 240 milliards d'euros pour la balance commerciale allemande et un déficit de 60 milliards pour la France, 15 points d'écart sur les taux de chômage entre certains Etats membres, 40 à 50 points d'écart sur les niveaux de dette publique : cela fragilise la zone euro. La convergence économique est au coeur du bon fonctionnement d'une union monétaire.

Une seule monnaie et 19 politiques économiques différentes : cela ne peut pas tenir.

Une seule monnaie et 19 modèles de fiscalité différents : cela ne fait aucun sens. Nous voulons donc avancer avec l'Allemagne sur la convergence de l'impôt sur les sociétés. La France et l'Allemagne en discutent depuis dix ans. Emmanuel Macron et Angela Merkel le feront au service de notre croissance et de nos emplois.

Une seule monnaie mais aucune capacité budgétaire commune pour amortir les chocs : cela est intenable.

Nous devons d'abord achever ce qui ne l'a pas été ces dernières années : finaliser l'union bancaire avec un backstop efficace et puissant pour apporter encore plus de confiance et engager les discussions sur la garantie européenne des dépôts. Mais nous devons aussi continuer à assainir nos banques, créer l'union des marchés de capitaux et renforcer le Mécanisme européen de stabilité pour qu'il soit un vrai instrument de gestion de crises.

Tout ce travail ne suffira pas. Nous devons aller au bout de la construction de la zone euro en la dotant d'un budget à 19.

Pourquoi avons-nous besoin de ce budget à 19 ? Car la politique monétaire ne peut pas tout faire.

Oui, les Etats membres doivent commencer par faire le ménage chez eux. Ils sont membres d'une zone monétaire qui leur garantit la stabilité, et donc leur offre de bien meilleures opportunités pour les échanges et les investissements. À eux de se montrer dignes de cette ambition commune en assainissant leurs finances publiques, en innovant, en améliorant la compétitivité de leurs entreprises. Vous doutiez de la capacité de la France à le faire ? Vous avez attendu longtemps que la France le fasse ? Avec Emmanuel Macron, avec le Premier ministre Edouard Philippe, avec tout le gouvernement, nous sommes résolument engagés dans cette voie. Quelles que soient les difficultés, nous tiendrons. La sortie de la France de la procédure pour déficit public excessif, pour la première fois depuis dix ans, montre une chose simple : le courage politique paie.

Mais la discipline sans la solidarité est dangereuse. Retenons les récentes expériences irlandaise et espagnole : deux Etats vertueux du point de vue budgétaire ont pris de plein fouet la crise économique mondiale. Pourquoi ? Parce que derrière la vertu budgétaire se cachaient des faiblesses économiques réelles : des déséquilibres macroéconomiques importants. Le surplus budgétaire ne suffit pas pour absorber une telle crise.

Les faiblesses économiques et financières doivent être traitées en priorité. Aux gouvernements de remédier à ces faiblesses, mais avec le soutien de ceux qui réussissent le mieux dans la zone euro. Notre union est monétaire, mais elle est aussi économique. Notre union monétaire sera solide si notre union économique est réelle. Voilà pourquoi nous continuons à défendre une gouvernance commune de la zone euro autour du projet de gouvernement économique de la zone euro.

La discipline sans la solidarité est une impasse. Non seulement elle désespérera les peuples, mais elle conduira à des bouleversements politiques qui ébranleront la zone euro.

Voilà pourquoi nous voulons mettre en place un budget pour favoriser la convergence de la zone euro. Il aura vocation à financer des projets en commun et à amortir les chocs économiques qui pourraient frapper un Etat de la zone.

Cette solidarité est-elle une union de transferts ? Certainement pas. La France ne soutiendra jamais une mutualisation des dettes passées.

Solidarité ne veut pas dire laxisme.

Solidarité veut dire capacité à tirer vers la performance économique tous les Etats qui ont décidé de lier leurs destins monétaires et de renoncer par conséquent à la facilité de la compétitivité par la dévaluation.

Hier, nous avions tous la possibilité de dévaluer pour gagner en compétitivité. Désormais cette voie est fermée.

Mais alors, soyons cohérents. Donnons-nous les moyens de faire converger le niveau de

développement économique de tous les Etats membres.

Pour cela, nous avons deux solutions. Une mauvaise et une bonne.

La mauvaise consiste à laisser les Etats membres les plus fragiles se débrouiller seuls, avec comme seul choix pour gagner en compétitivité de baisser les salaires et de réduire le pouvoir d'achat. Cette solution est une folie. Elle conduit tout droit à la montée des populismes, que nous constatons partout en Europe. L'appauvrissement des plus faibles ne peut pas être l'horizon européen.

La bonne solution est une solution courageuse : que les Etats les plus performants, Allemagne en tête, investissent davantage pour soutenir la croissance. Que nous mettions en place les ressources budgétaires pour accélérer la convergence dans la zone euro, au service de la prospérité de tous. Ce budget de la zone euro devra avoir deux fonctions.

La première : garantir le rattrapage de compétitivité des Etats membres et favoriser une plus grande convergence économique.

La seconde : lors de chocs économiques, permettre à un pays de résister en maintenant ses investissements dans la formation et l'innovation. Son avenir en dépend, comme sa capacité à sortir plus rapidement de la crise. Tout le monde en sortira gagnant.

Ce budget devra disposer de ressources propres. Son montant pourra monter en puissance progressivement. Il devra aussi prévoir des mécanismes efficaces pour garantir le respect des règles par chacun.

Choisissons la bonne solution.

Choisissons-la maintenant.

Plus que jamais la phrase de Churchill est d'actualité : "We must take change by the hand or rest assuredly, change will take us by the throat. Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la gorge."

2. C'est maintenant ou jamais pour bâtir un ordre économique international plus juste et plus efficace.

Dans ce domaine, il y a des réalités anciennes qui se sont considérablement accélérées. En quelques années, la Chine est devenue la deuxième puissance économique de la planète. Elle innove toujours plus. Elle met en place des géants industriels dans tous nos domaines d'excellence, comme le ferroviaire, l'aéronautique, l'automobile et l'agroalimentaire. Elle a un projet national manufacturier cohérent : Made in China 2025. Elle a un projet stratégique

international ambitieux : the Belt and Road Initiative, la nouvelle route de la soie.

Face à cette nouvelle puissance industrielle chinoise, nous devons faire émerger des champions industriels européens. France, Allemagne, nous pouvons être le moteur de cette nouvelle donne. Nos deux économies sont déjà étroitement liées. L'Allemagne est le premier fournisseur et client de la France. De part et d'autre, nos entreprises emploient 700.000 personnes et investissent pour 60 milliards d'euros dans nos deux pays.

La fusion entre Alstom et Siemens est la réponse la plus efficace aux ambitions du nouveau géant chinois CRRC. PSA et Opel constituent un autre bel exemple. Et bien sûr Airbus.

Nous devons aussi protéger nos technologies de pointe, pour éviter de revivre ce que l'Allemagne a vécu avec le leader de la robotique Kuka, racheté par un acteur chinois.

Nous devons rassembler nos forces et défendre nos intérêts.

Il y a des réalités plus récentes dont nous prenons seulement maintenant la mesure : la concentration capitaliste des géants du numérique leur permet de prendre des positions dominantes partout dans le monde, de racheter nos startups quand elles grandissent et de commercialiser des milliards de données privées, tout en bénéficiant de régimes fiscaux excessivement favorables.

Enfin, nous devons désormais faire face à une réalité nouvelle. Les Etats-Unis ont décidé de casser le jeu multilatéral pour défendre leurs intérêts économiques unilatéraux à coups de sanctions et de tarifs douaniers, sans respect pour leurs alliés les plus proches et les plus anciens, Allemagne, Royaume-Uni ou France.

Face à ces réalités, les Etats européens ont un choix historique à faire : réagir ou subir. Défendre leurs intérêts économiques collectivement ou les négocier séparément, avec la certitude de les affaiblir. Construire un ordre économique plus juste et plus efficace, fondé sur la régulation multilatérale ou se laisser broyer entre la Chine et les Etats-Unis.

Le président de la République a pris une position sans aucune ambiguïté : entre le capitalisme financiarisé anglo-saxon et le capitalisme d'Etat chinois, il y a place pour un capitalisme européen régulé.

Elle s'affirme dès maintenant en réaction aux décisions du président Donald Trump sur les tarifs douaniers et sur les sanctions extraterritoriales.

Je peux comprendre les préoccupations en Allemagne. Je mesure ce que représentent les exportations allemandes vers les Etats-Unis pour vos entreprises et pour vos emplois. Elles sont aussi un danger direct pour la France. Mais les Etats-Unis ne respecteront pas la faiblesse.

Nous avons fait toutes les démarches auprès des autorités américaines pour leur proposer des solutions alternatives et des négociations sur les nouvelles règles du commerce international : réciprocité, accès aux marchés publics, protection de la propriété intellectuelle, meilleur fonctionnement de l'OMC. Par contre, vous pouvez compter sur la solidarité totale de la France, qui continuera à défendre une position unie, notamment avec mon ami Peter Altmaier.

Nous ne voulons pas de guerre commerciale avec les Etats-Unis, ni avec qui que ce soit, mais nous devons montrer que nous sommes capables de répondre aux mesures tarifaires qui pénalisent nos entreprises et nos emplois. Nous soutenons les décisions de la Commission européenne en réaction aux décisions américaines. Nous continuons à demander une exemption totale des tarifs américains sur l'Union européenne.

Nous ne négocierons pas le pistolet sur la tempe.

Nous devons aussi nous donner des moyens de résister librement aux sanctions extraterritoriales américaines. Tirons toutes les conséquences de ce qui vient de se passer sur l'Iran. En un trait de plume, le Président américain a rayé des centaines de contrats commerciaux qui avaient été conclus légalement et de bonne foi par des entreprises allemandes, françaises et européennes.

Sommes-nous aujourd'hui en mesure de contrer cette politique de sanction américaine ? Non. Nous restons à la merci de décisions arbitraires qui peuvent être prises à tout moment par les autorités américaines ou, un jour, par une autre puissance.

La vraie réponse doit être ambitieuse et de long terme. Elle suppose en particulier de travailler sur un outil de financement européen totalement indépendant du dollar et des banques américaines. Elle suppose également de mettre en place un OFAC européen, capable de faire respecter nos propres règles partout à travers la planète.

La régulation économique européenne suppose aussi une équité fiscale. Nous ne lâcherons rien sur la taxation des géants du numérique. Comme l'a rappelé le président de la République il y a quelques jours, nous irons jusqu'au bout, pour des raisons de justice, comme pour des raisons d'efficacité économique.

Comment pouvons-nous expliquer à nos concitoyens que nos entreprises sont soumises à une fiscalité 14 points plus élevés que les géants du numérique ? Comment pouvons-nous expliquer à nos concitoyens que leurs données font la richesse des géants du numérique, mais que les géants du numérique ne contribuent pas à juste proportion aux financements de nos biens publics ?

Ici encore, je connais les inquiétudes de certains en Allemagne sur le risque d'une remise en cause de notre modèle de fiscalité fondé sur le lieu de production. J'entends ces inquiétudes mais réfléchir sur le numérique, qui présente de vraies spécificités, ne veut pas dire remettre en cause le principe de la taxation de la valeur sur le lieu de production.

La solution que nous proposons a le mérite de la simplicité. Nous parlons d'une taxe de 3 à 5% sur le chiffre d'affaires des plus grandes entreprises du numérique, ni plus ni moins.

Depuis douze mois, la France se bat pour avancer sur ce dossier. Nous avons maintenant une proposition formelle de la Commission.

Plus que jamais, nous devons avancer ensemble, France et Allemagne, sur ce sujet.

Les attentes de nos concitoyens pour un ordre économique plus juste et plus équitable sont immenses. Ne les décevons pas. Ne faisons pas ce cadeau aux populistes qui critiquent la faiblesse européenne et son incapacité à décider.

*

Chers Amis, il y a des moments où l'histoire se joue, pour une nation comme pour un continent.

Que nous faut-il de plus pour comprendre que les nations européennes sont mises au défi ? Combien nous faudra-t-il de Brexit, quels scores devront atteindre l'AFD en Allemagne ou le Front national en France, combien de gouvernements européens auront dû basculer dans le populisme avant que nous réagissions ?

Personne ne pourra dire que nous ne savions pas.

Nos peuples ont peur. Ils ont peur de se voir écraser par une mondialisation sauvage et sans règle, qui ruinerait des siècles de recherche européenne, des décennies de risques et d'investissements financiers, un ordre culturel fondé sur le respect de la personne humaine et la reconnaissance de son travail.

Je comprends cette peur. Je veux la combattre, main dans la main avec nos amis allemands.

L'Allemagne pourra toujours compter sur la solidarité française et sur la solidarité européenne pour défendre ses intérêts industriels face aux attaques américaines. Nous voulons pouvoir compter aussi sur la solidarité allemande pour aider les Etats les plus fragiles à rejoindre le peloton de tête de la compétitivité européenne.

Nous avons besoin de l'Allemagne. Nous avons besoin de vous.

Nous tous, entrepreneurs et responsables politiques de France et d'Allemagne, nous avons une

responsabilité historique : conjurer cette peur par notre volonté, bâtir un continent économique européen qui puisse trouver sa place entre la Chine et les Etats-Unis.

Soyons à la hauteur de ce défi.

Le XXème siècle a été un siècle de tragédies pour l'Europe. La tentation est grande pour les Européens de solder ce siècle en sortant de l'histoire. Mais l'histoire ne laissera pas l'Europe tranquille. L'histoire nous rattrapera. Le XXIème siècle ne doit pas marquer la sortie de l'Europe de l'histoire, mais son affirmation résolue comme le continent de la prospérité économique par les échanges, de la défense des droits et de la paix.

Je vous remercie./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)